

STOP À LA RÉPRESSION CONTRE LES LYCÉENS MOBILISÉS !

Depuis plus d'une semaine, les lycéen-nes et enseignant-es de nombreux établissements se mobilisent pour exiger un protocole sanitaire leur permettant d'étudier et d'enseigner sans mettre en danger leur santé et celle de leurs proches. En effet, cela fait maintenant deux semaines que le gouvernement a annoncé, pour faire face à l'épidémie de Covid-19, la mise en place d'une sorte de « semi-confinement », où les travailleurs-ses doivent continuer à travailler et où les établissements scolaires sont maintenus ouverts avec un protocole sanitaire soi-disant renforcé. Pourtant, les nombreuses images et témoignages d'élèves comme d'enseignant-es montrent qu'en réalité dans les collèges et lycées, aucune mesure sérieuse et à la hauteur de la situation n'a été mise en place et que des centaines d'élèves se côtoient chaque jour dans les salles, couloirs et réfectoires bondés : encore une fois, l'école est maintenue totalement ouverte bien plus pour des raisons économiques que pour des raisons pédagogiques.

Plutôt que d'entendre la colère légitime des lycéen-nes, c'est par la matraque que le gouvernement a accueilli leur mobilisation ! Dans de nombreux établissements, c'est la police qui a été envoyée contre des lycéen-nes: gaz lacrymogènes, coups, matraque, interpellations, c'est avec une violence extrême que la police est intervenue. C'est ce qu'il s'est passé au lycée Saint-Exupéry de Lyon jeudi 5 novembre : les lycéen-nes se sont retrouvées le matin pour bloquer le lycée, tout en prenant soin de laisser un passage pour les collégien-nes et enseignant-es. Pourtant, la police et la BAC sont violemment intervenues : un jeune jeté au sol et une dizaine plaquée contre les grilles pour un contrôle d'identité. Plus tard, la police revient, charge les lycéen-nes en les poursuivant dans les rues adjacentes et interpelle plusieurs d'entre elles et eux, qui seront placées en garde-à-vue, six y passeront la nuit. En garde-à-vue, ils et elles recevront des coups et des menaces de mort. A l'heure actuelle, deux lycéen-nes sont poursuivies en justice et doivent passer devant le juge pour enfants.

Cette répression contre des lycéen-nes qui se mobilisent légitimement pour prendre en main leur santé est inadmissible ! Blanquer et son gouvernement doivent mettre les moyens nécessaires pour ne pas mettre les lycéen-nes, les personnels et leurs familles en danger et non chercher à faire taire toute contestation par la violence en envoyant la police sur des jeunes légitimement en colère contre leurs conditions d'étude ! Nous ne pouvons pas laisser passer une telle répression : nous apportons notre soutien aux lycéen-nes réprimés-es et exigeons l'abandon de toute poursuite à leur encontre.

Face aux attaques du gouvernement, à sa gestion désastreuse de la situation sanitaire et à la répression, ils ne nous feront pas taire !

